

---

M.E.S., Numéro 144, Novembre – Décembre 2025

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

---



***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***  
***Mouvements et Enjeux Sociaux***  
*Kinshasa, novembre - décembre 2025*

## LE RWANDA ET LE COLTAN : stratégies et mécanismes de financement des conflits armés en RD Congo

par

**Serge MUHEMMEDI SUDI<sup>1</sup>**

Chercheur indépendant et un spécialiste en géopolitique économique  
de la région des Grands Lacs africains

### Résumé

Le présent article analyse le rôle du coltan (colombo-tantalite) dans le financement des opérations militaires rwandaises en République démocratique du Congo (RDC) durant la seconde guerre du Congo. À partir d'une lecture croisée de rapports institutionnels (Nations Unies, Sénat de Belgique) et de travaux académiques sur l'économie politique des conflits, il montre comment l'Armée patriotique rwandaise (APR) et son allié, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-Goma), ont construit une véritable économie de guerre fondée sur l'exploitation et la commercialisation de ce minerai stratégique. L'article met en évidence le déficit structurel du budget rwandais de la défense, qui rendait intenable, sur le seul financement national, la poursuite des opérations en RDC. Il examine ensuite les dispositifs de « commercialisme militaire » mis en place – notamment le Bureau Congo (Congo Desk), la SOMIGL et diverses sociétés écrans – pour capter, fiscaliser et exporter le coltan des Kivu et des provinces voisines. Les estimations disponibles suggèrent que les recettes tirées du coltan ont largement dépassé le budget officiel de la défense, faisant de ce minerai un pilier économique essentiel de la guerre et contribuant à la durée comme à l'intensité du conflit.

**Mots-clés** : Coltan, RDC, Rwanda, Conflits armés, Financement de guerre, Commercialisme militaire, Pillage de ressources

### Abstract

*Coltan and the Financing of Armed Conflicts in the Democratic Republic of Congo: The Role of Rwandan Strategies*

This article analyzes the role of coltan (columbite-tantalite) in financing Rwandan military operations in the Democratic Republic of Congo (DRC) during the second Congo war. Building on official reports (United Nations, Belgian Senate) and academic studies on the political economy of conflict, it shows how the Rwandan Patriotic Army (RPA) and its ally, the Congolese Rally for Democracy (RCD-Goma), set up a genuine war economy based on the exploitation and trade of this strategic mineral. The article first highlights the structural deficit of Rwanda's defence budget, which made it impossible to sustain military operations in the DRC on domestic resources alone. It then examines the mechanisms of "military commercialism" – notably the Congo Desk, SOMIGL and several front companies – used to capture, tax and export coltan from the Kivus and neighbouring provinces. Available estimates suggest that revenues from coltan far exceeded the official defence budget, making the mineral a key economic pillar of the war and contributing to the length and intensity of the conflict.

**Keywords** : Coltan, DRC, Rwanda, Armed Conflicts, War Financing, Military Commercialism, Resource Pillage.

### INTRODUCTION

Les conflits armés modernes requièrent des ressources financières importantes et relativement stables. Dans les pays à faible capacité fiscale, la conduite d'opérations extérieures exige des mécanismes spécifiques de mobilisation de fonds, souvent en marge des circuits budgétaires classiques. La seconde guerre du Congo, déclenchée en 1998, illustre de manière paradigmatique cette problématique : engagée sur plusieurs fronts, l'Armée patriotique rwandaise (APR) a simultanément dû faire face à des contraintes budgétaires internes et à des

---

<sup>1</sup> Serge MUHEMMEDI SUDI est un chercheur indépendant et un spécialiste en géopolitique économique de la région des Grands Lacs africains. Ses travaux de recherche se concentrent sur les dynamiques extractives illicites, l'économie politique des conflits et leur impact sur la sécurité régionale et les chaînes d'approvisionnement mondiales des minerais stratégiques. Il est particulièrement reconnu pour son expertise dans l'analyse des mécanismes de financement des groupes armés à travers l'exploitation des ressources naturelles en République Démocratique du Congo.

besoins croissants de financement pour maintenir sa présence militaire en République démocratique du Congo (RDC).

Dans ce contexte, les ressources naturelles stratégiques de l'est de la RDC, en particulier le coltan (colombo-tantalite), ont progressivement été intégrées au cœur des stratégies de financement de la guerre. Situées principalement dans les Kivu et les provinces orientales, ces ressources ont été exploitées et commercialisées par des réseaux politico-militaires articulant autorités rwandaises, mouvement rebelle du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-Goma) et entreprises privées nationales ou étrangères.

Le déficit structurel du budget rwandais de la défense, mis en évidence par le Rapport du Sénat de Belgique (2003), rendait en effet très improbable la couverture des coûts d'une guerre prolongée en RDC à partir des seules ressources publiques internes. Face à cette contrainte, l'APR et le RCD-Goma ont mis en place un système sophistiqué de « commercialisme militaire » combinant prélèvements fiscaux de guerre, contrôle des flux commerciaux, sociétés écrans et captation des rentes minières. Dans ce dispositif, le coltan occupe une place centrale.

Cet article se propose de montrer comment l'exploitation et la commercialisation du coltan ont permis de financer, voire d'auto-financer, les opérations militaires rwandaises en RDC. Il s'articule autour de trois axes : (i) la présentation du coltan comme minerai stratégique au cœur du conflit ; (ii) l'analyse des stratégies de financement et des mécanismes illicites mis en place par l'APR et le RCD-Goma ; (iii) l'estimation de l'apport financier du coltan et sa contribution à la viabilité économique du conflit.

## 1. CADRE D'ANALYSE ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE

L'analyse s'inscrit dans la littérature sur l'économie politique des conflits et les économies de guerre, qui met en évidence le rôle des ressources naturelles dans la prolongation et la transformation des conflits armés. Le cas rwandais en RDC est abordé à partir de la notion de « commercialisme militaire », entendue comme l'implication directe d'acteurs politico-militaires dans des activités commerciales destinées à financer l'effort de guerre et, plus largement, à reproduire leur pouvoir.

Sur le plan empirique, la démarche repose sur une analyse documentaire approfondie :

- rapports officiels, en particulier le Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC (2001) et le Rapport de la Commission d'enquête parlementaire du Sénat de Belgique sur les Grands Lacs (2003) ;
- travaux académiques consacrés à l'économie politique des conflits en RDC et aux économies de guerre dans les Grands Lacs (De Faily, 2001 ; Cuvelier & Raeymaekers, 2002 ; Jacquemot, 2009 ; Reyntjens, 2007 ; Tegera, 2001 ; etc.) ;
- analyses et écrits de l'auteur sur la mondialisation, les sociétés transnationales minières et l'exploitation des ressources naturelles dans les provinces occupées.

Les estimations financières proposées (coûts militaires, recettes tirées du coltan, contribution du Congo Desk) s'appuient sur les ordres de grandeur fournis par ces sources. Elles sont présentées comme des estimations prudentes, destinées à illustrer la cohérence d'ensemble des mécanismes, plutôt que comme des données comptables exhaustives.

## II. LE COLTAN : UN MINERAI STRATÉGIQUE AU CŒUR DU CONFLIT

### 2.1. Propriétés et valeur du coltan

Le coltan (colombo-tantalite) est un minerai dont sont extraits deux métaux stratégiques : le tantale (Ta) et le niobium (Nb). Le tantale est particulièrement recherché pour ses propriétés physiques et chimiques : excellent conducteur, grande stabilité thermique, malléabilité et résistance à la corrosion (Tegera, 2001). Il est largement utilisé dans la fabrication de condensateurs pour l'industrie électronique (téléphones portables, ordinateurs, consoles de jeux, etc.), ainsi que dans l'aéronautique et l'armement.

La RDC dispose de gisements particulièrement abondants : les estimations disponibles attribuent à ce pays une part significative des réserves mondiales de coltan, concentrées dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et dans certaines zones du Maniema et de la Province Orientale. L'essor de la demande mondiale à la fin des années 1990, conjugué à une envolée des cours internationaux entre fin 1999 et fin 2000, a transformé le coltan en un véritable « nouvel or noir », suscitant une ruée spéculative sur les sites d'extraction congolais.

Dans un contexte de conflit armé et de faible contrôle étatique, cette forte rentabilité a rapidement attiré l'attention des acteurs politico-militaires présents sur le terrain. Le coltan est ainsi devenu une ressource centrale dans les stratégies de financement de la guerre menées par les forces rwandaises et leurs alliés.

## **2.2. Commercialisme militaire et pillage des ressources**

L'exploitation des ressources naturelles de la RDC par des armées étrangères et des mouvements rebelles ne se limite pas à la prédation opportuniste. Elle s'inscrit dans des stratégies organisées, où l'appareil militaire joue un rôle actif dans la mise en place et la sécurisation de circuits commerciaux formels et informels.

Dans le cas rwandais, cette logique a pris la forme d'un « commercialisme militaire » : l'armée et les services de sécurité prennent directement part à des activités économiques (extraction, transport, taxation, exportation), souvent en partenariat avec des entreprises privées ou via des sociétés écrans. Les structures de commandement militaire servent alors de vecteurs de coordination, de protection et de dissimulation des flux financiers.

Loin d'être marginales, ces pratiques se sont développées sous la couverture d'opérations militaires et d'objectifs sécuritaires. Elles ont permis à l'APR et au RCD-Goma de transformer les territoires occupés en espaces de rente où la coercition politique et la contrainte militaire structurent l'accès aux ressources et au commerce transfrontalier.

## **III. STRATÉGIES DE FINANCEMENT ET MÉCANISMES ILLICITES**

### **3.1. Déficit budgétaire et nécessité d'autofinancement**

Le budget militaire officiel du Rwanda pour l'exercice 2000-2001 est estimé à environ 70 à 86 millions de dollars US, selon les sources disponibles (Rapport du Sénat de Belgique, 2003). Or, les coûts engagés pour maintenir une présence militaire en RDC étaient nettement supérieurs à ce niveau.

Les ordres de grandeur fournis par le Rapport des Nations Unies (2001) permettent d'illustrer cette tension :

- Dépenses de personnel : pour un effectif estimé à environ 25 000 hommes mobilisés sur le front congolais, les charges salariales et indemnités diverses atteignaient un niveau élevé ;
- Indemnités aux familles : le versement d'allocations aux familles des militaires décédés ou blessés constituait un poste supplémentaire non négligeable ;
- Logistique aérienne : le pont aérien entre Kigali et les zones occupées de la RDC, estimé à plusieurs rotations par jour, représentait un coût annuel important, compte tenu du prix de l'heure de vol.

En additionnant ces postes de dépenses de base (personnel et transport), on atteint déjà un total supérieur à 60 millions de dollars US par an, sans même inclure le coût des munitions, de la maintenance des équipements, du renseignement ou du soutien logistique élargi. Le Tableau qui suit met en évidence l'ampleur de cet écart entre budget officiel et besoins réels.

Tableau I. Estimation du déficit budgétaire de la défense rwandaise pour l'opération en RDC

Poste de dépense	Base de calcul	Coût annuel estimé (millions \$ US)	Source principale
Budget officiel de la défense rwandaise	Montant total annuel alloué	70,0	Rapport ONU (2001)
Entretien des troupes en RDC (25 000 hommes)	100 \$ US/homme/mois × 12 mois	30,0	Calcul basé sur Rapport ONU (2001)
Solde des troupes restées au Rwanda (20 000 hommes)	50 \$ US/homme/mois × 12 mois	12,0	Calcul basé sur Rapport ONU (2001)
Logistique aérienne (transport)	5 rotations/jour × 6 heures/rotation × 2 000 \$ US/heure × 360 jours	21,6	Rapport ONU (2001)
Total des dépenses de base pour l'opération RDC	Somme des dépenses de personnel et de transport	63,6	Synthèse
Déficit réel (incluant tous les postes)	Coût de la guerre (140 M\$ US) – Budget officiel (70 M\$ US)	-70,0	Rapport Sénat Belgique (2003)

Ce déficit structurel rendait indispensable la mobilisation de ressources alternatives. C'est dans cette perspective que la mise en valeur des ressources naturelles congolaises, en particulier le coltan, a été pensée comme un moyen d'« autofinancer » la guerre. Les déclarations de responsables rwandais, y compris du président Paul Kagame, reconnaissent explicitement que le conflit en RDC devait et pouvait s'autofinancer.

### 3.2. Mécanismes de mobilisation financière

Pour combler ce déficit, l'APR et le RCD-Goma ont progressivement institutionnalisé un système de mobilisation financière articulé autour de plusieurs mécanismes (Rapport ONU, 2001) :

- Participation directe à des activités commerciales : l'armée et les services de sécurité ont pris le contrôle opérationnel de segments entiers de la chaîne de valeur du coltan : exploitation, transport, stockage, exportation. Des sociétés écrans telles que *Rwanda Metals* ou *Grands Lacs Metals* ont servi d'intermédiaires pour exporter le minerai vers les marchés internationaux tout en masquant l'origine des fonds.
- Prise de participation dans des entreprises : des ressources étaient tirées des parts détenues dans certaines sociétés opérant dans les secteurs minier, commercial ou logistique, permettant à l'APR de capter une partie des profits générés.
- Paiements directs du RCD-Goma : le mouvement rebelle, en tant qu'allié politique et militaire, apportait une contribution financière directe à l'effort de guerre rwandais, alimentée par les revenus qu'il tirait lui-même des ressources exploitées dans les zones sous son contrôle.

- Fiscalité de guerre et Bureau Congo (Congo Desk) : des impôts, taxes et prélèvements spécifiques étaient levés par le Bureau Congo, structure rattachée à l'External Security Organisation (ESO). Ce dispositif centralisait les recettes provenant des activités commerciales dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Maniema et la Province Orientale (Reyntjens, 2003).
- Prélèvements directs sur les zones occupées : l'armée procédait également à des réquisitions de biens, à des prélèvements en nature et à des contributions forcées auprès des populations et des acteurs économiques locaux.

#### ✚ Le « Bureau Congo »

Le Bureau Congo (ou Congo Desk) constitue l'un des instruments clés de cette architecture financière. Placé sous l'autorité des services de sécurité, il avait pour mandat de coordonner et de centraliser l'ensemble des flux financiers liés aux activités économiques en RDC : coltan, mais aussi autres ressources naturelles, commerce transfrontalier, fiscalité informelle, etc. Par sa position, il assurait l'interface entre les autorités rwandaises, les structures du RCD-Goma et les partenaires commerciaux.

#### ✚ Le RCD-Goma et la SOMIGL

Le RCD-Goma a, de son côté, mis en place ses propres mécanismes de captation de la rente minière. La création de la Société minière des Grands Lacs (SOMIGL) a permis d'institutionnaliser une forme de monopole sur la commercialisation du coltan extrait dans les zones occupées. Cette société servait de canal pour la collecte, la fixation des prix, la taxation et l'exportation du minerai, avec une part significative des profits reversée au mouvement rebelle pour financer son appareil politico-militaire (De Failly, 2001).

L'ensemble de ces mécanismes a donné naissance à une économie de guerre structurée, où l'exploitation du coltan occupait une position centrale.

### IV. L'APPORT FINANCIER DU COLTAN AU CONFLIT

L'exploitation et la commercialisation du coltan ont généré des revenus considérables pour l'APR et le RCD-Goma, dans des proportions telles qu'ils ont pu rivaliser, voire dépasser, le budget officiel de la défense rwandaise (estimé à 86 millions de dollars US en 2000).

#### 4.1. Estimations des recettes tirées du coltan

En se fondant sur les données du Rapport des Nations Unies (2001) et sur les ordres de grandeur avancés par les travaux spécialisés, on peut reconstituer une estimation prudente des recettes :

- sur la base d'une exportation minimale de coltan (en tonnage mensuel) à un prix moyen élevé sur les marchés internationaux, les revenus mensuels de l'APR tirés de ce minerai peuvent être estimés à plusieurs dizaines de millions de dollars.
- en extrapolant sur une période d'environ 18 mois (fin 1999 - début 2001), les différentes sources convergent vers un ordre de grandeur d'environ 250 millions de dollars US de recettes liées au coltan pour l'APR.

Le Tableau II synthétise ces calculs. Il en ressort que les montants ainsi générés sont supérieurs, sur cette période, au budget annuel officiel de la défense du Rwanda, évalué à environ 70 millions de dollars US.

Tableau II. Estimation des recettes illicites issues du commerce du coltan

Acteur / mécanisme	Source de revenu	Période	Montant estimé	Source principale
Armée patriotique rwandaise (APR)	Vente de coltan (via Rwanda Metals et Grands Lacs Metals)	18 mois	Minimum 250 millions \$ US	Rapport ONU (2001)
Armée patriotique rwandaise (APR)	Vente de coltan (via Rwanda Metals et Grands Lacs Metals)	Mensuel (estimation)	20 millions \$ US	Rapport ONU (2001)
"Bureau Congo" (Congo Desk)	Total des recettes (tous minerais, coltan inclus)	Année 1999	320 millions \$ US	Rapport Sénat Belgique (2003)
RCD-Goma	Redevance mensuelle (via SOMIGL)	Mensuel	1 million \$ US	De Failly, D. (2001)

Par ailleurs, le Rapport du Sénat de Belgique (2003) attribue au Congo Desk une contribution de l'ordre de 320 millions de dollars US aux dépenses militaires rwandaises pour la seule année 1999, ce qui confirme l'ampleur du financement de guerre issu des activités économiques en RDC.

#### 4.2. Viabilité économique du conflit et économie de guerre

Les chiffres présentés ne prétendent pas à l'exactitude comptable, mais ils sont suffisamment convergents pour établir que :

- le coltan n'a pas seulement constitué une source de revenus parmi d'autres,
- il a été un pilier financier de l'économie de guerre rwandaise en RDC.

Le Tableau III met en parallèle les différents postes de coût et les recettes estimées. Il confirme que les revenus issus de la seule exploitation du coltan étaient, dans les conditions de l'époque, largement suffisants pour couvrir les dépenses militaires liées aux opérations en RDC. Cela explique que le conflit ait pu être présenté, et en partie vécu, comme économiquement viable du point de vue des autorités rwandaises.

Tableau III. Comparaison entre les dépenses militaires et les recettes illicites du coltan

Indicateur financier	Montant ( millions \$ US)	Proportion par rapport au coût de la guerre
Budget militaire officiel du Rwanda (2000)	70	50 %
Coût de la guerre en RDC pour le Rwanda (estimé)	140	100 %
Recettes illicites du coltan (estimées/an)	166,7 (250 M\$ US / 1,5 an)	119 %

En ce sens, le coltan apparaît comme un facteur déterminant de la durée et de l'intensité du conflit. En assurant une forme d'autofinancement de la guerre, il a contribué à l'enracinement de logiques de prédation, à la consolidation d'intérêts économiques liés à l'occupation et à la difficulté de parvenir à une démobilisation durable.

## CONCLUSION

L'analyse des stratégies et des mécanismes mis en place par le Rwanda et le RCD-Goma montre que l'exploitation du coltan a joué un rôle décisif dans le financement des conflits armés en RDC. Face à l'insuffisance d'un budget de défense structurellement déficitaire, les autorités rwandaises ont construit, avec leurs alliés rebelles, une économie de guerre reposant sur la captation des ressources naturelles congolaises. Le coltan, par sa forte valeur ajoutée sur les marchés internationaux et par la concentration de ses gisements dans les zones de conflit, a constitué l'un des principaux supports de cette économie.

Les dispositifs de commercialisme militaire – Bureau Congo, SOMIGL, sociétés écrans, fiscalité informelle – ont permis de transformer les territoires occupés en espaces de mobilisation de rente où les logiques militaires et économiques se confondent. Les estimations disponibles indiquent que les recettes tirées du coltan ont pu dépasser le budget annuel officiel de la défense rwandaise, conférant au conflit une capacité d'auto-financement qui en a prolongé la durée et renforcé la violence.

Ce cas illustre de manière tragique les liens étroits entre demande mondiale de matières premières, fragilité des États, et dynamiques de guerre. En l'absence de contrôle effectif des chaînes d'approvisionnement et de régulation internationale contraignante, les ressources naturelles deviennent des enjeux et des instruments de conflictualité, alimentant une spirale de violences, de déplacements de populations et de dégradation des institutions.

Pour y remédier, il est impératif que la communauté internationale renforce les mécanismes de traçabilité et de certification des minerais, soutienne les initiatives de gouvernance responsable des ressources naturelles en RDC, et œuvre à la reconstruction de capacités étatiques capables de réguler l'exploitation des richesses du sous-sol au bénéfice des populations. Sans une telle reconfiguration, les ressources stratégiques comme le coltan continueront de nourrir une économie de guerre aux dépens de la paix et du développement dans la région des Grands Lacs.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CUVELIER, J., & RAEYMAEKERS, T. (2002). *Supporting the war economy in the DRC: European companies and the coltan trade – Five case studies*. IPIS.
- DE FAILLY, D. (2001). « Le coltan : pour comprendre... ». In *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*. L'Harmattan.
- IBANDA, K. P. (2015). *Le conflit politique armé et l'exploitation des ressources naturelles en Centrafrique*. Manuscrit, .
- JACQUEMOT, P. (2009). *L'économie politique des conflits en République démocratique du Congo*.
- MUHEMMEDI, S. (2000). *Mondialisation et remise en cause de la souveraineté économique des États africains : cas des sociétés transnationales minières dans les provinces occupées*. Manuscrit inédit.

- Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo. (2001). S/2001/357, Nations Unies.
- Rapport du Sénat de Belgique. (2003). *Commission d'enquête parlementaire concernant les événements des pays des Grands Lacs*.
- RENAULD, A. (2000-2002). *Crise, diamants et conflits armés*. Mémoire de D.E.A., Université de Nice.
- REYNTJENS, F. (2007). « La RDC, carrefour des conflits africains ». *Géopolitique africaine*.
- TEGERA, A. (dir.). (2001). *Le coltan et les populations du Nord-Kivu*. Pole Institute.